

17 février 1986, l'Acte unique européen : une construction de 30 ans qui a oublié de s'adapter au monde actuel



C'est aujourd'hui l'anniversaire des trente ans de la signature de l'Acte unique européen qui avait ouvert la voie à la réalisation d'un marché unique en Europe. Entre le Brexit potentiel et la crise de la zone euro, l'UE est aujourd'hui à la peine.

Avec Hubert Védrine

Avec Jean Luc Sauron

Avec Mathieu Mucherie

Atlantico : C'est aujourd'hui l'anniversaire des trente ans de la signature de l'Acte unique européen qui avait ouvert la voie à la réalisation d'un marché unique en Europe. Entre le Brexit potentiel et la crise de la zone euro, l'Union européenne semble aujourd'hui confrontée à de larges difficultés. Quels ont été les succès et les échecs de ces trente années de construction européenne ?

Hubert Védrine : Il y a eu des succès réels, notamment le marché unique qui s'est élargi et consolidé ou encore l'euro, sans lequel ce marché n'aurait été qu'une zone Mark. Par ailleurs, des politiques communes ont été mises en œuvre. Elles doivent être encore réformées, mais elles sont restées solides. Jusqu'à l'an dernier, Schengen passait pour un succès. Les élargissements ont été dans l'ensemble une réussite. La coordination entre pays européens est devenue une seconde nature et "l'Union" une évidence. **En même temps, l'acharnement des européistes à vouloir, indistinctement, contre les peuples trop méprisés et traités de "populistes" quand ils votent mal, toujours "plus d'Europe" est contre-productif.** Aujourd'hui, il y a en Europe, avec de fortes variantes selon les pays, 10 à 30% d'anti-européens ; à l'opposé 10 à 15% d'européens raisonnables, dont 1% d'européistes intégrationnistes au discours contre-productif ; et les autres, de 60 à 80%, sont devenus euro-allergiques. Cela mine l'Europe qui est confrontée au même moment aux problèmes grec, polonais, britannique, migratoire, de demande d'asile, de terrorisme, etc...

Jean-Luc Sauron : Il est possible de résumer la situation de ces trente dernières années comme suit : "l'Europe : personne n'en veut et pourtant tout le monde y tient" (paraphrase d'une citation de Gobineau sur la République). Comment mieux définir la réussite de la construction européenne ? L'Europe comme l'air ne se voit pas ou plus, mais pourtant les Européens n'arriveraient plus à vivre sans les libertés qu'elle a produites. Les échecs ne sont ni plus graves, ni plus légers que ceux commis par chacun des États qui composent l'Union européenne.

Mathieu Mucherie : L'Acte unique était une vraie merveille. Le meilleur de l'Europe de l'époque L'esprit libéral, de grands leaders (Margaret Thatcher), le respect des grands principes économiques. Avec certes une dose de technocratie française et de

trahison des socialistes français, mais pour la bonne cause. En parallèle, des programmes certes imparfaits mais utiles, ambitieux, générateurs d'affectio societatis (Airbus, Ariane, Erasmus, une partie des fonds pour l'Europe centrale, Schengen dans son esprit de départ, etc.). Et puis, patatras, **les choses se sont dégradées quand il a été question de « parachever » le marché unique, d'en faire un marché de 1000 ans, un truc qui en imposerait à Washington : je veux parler de l'euro.** Sans les Anglais bien entendu (pas fous). Là, on n'était plus dans l'esprit libéral, mais dans un **constructivisme précipité**, un mélange de planisme scientifique et de bricolage franco-allemand, plein de malentendus et d'arrogance.

Quand Milton Friedman, Paul Krugman et Martin Feldstein tirent tous à boulets rouges contre le même projet, vous devez vous interroger sur le bien fondé dudit projet (une régression caractérisée vers la fixité des taux de change dans un espace où la main d'œuvre n'est pas mobile). Et quand votre population ne vote qu'à 51% pour ce projet « packagé » qui engage explicitement les générations futures, vous devez vous interroger sur la légitimité démocratique de toute la démarche (ne devrions-nous pas exiger une majorité qualifiée des 3 ou 4 cinquièmes dans ce type de scrutin ?). Et quand il s'agit de confier tout le pouvoir économique à des banquiers centraux indépendants dont le palmarès est douteux (déjà à l'époque des crises du SME) et le casting dysfonctionnel, ne doit-on pas penser au préalable à bâtir des contre-pouvoirs (de fortes obligations de transparence, par exemple) au lieu de renforcer sans cesse les protections et les vitres sans teint autour de nos nouveaux maîtres ?

Du coup, **les faiblesses intrinsèques et opérationnelles de la zone euro ont pesé sur l'Europe** cette Europe qui était censée être la bénéficiaire nette de la monnaie unique, celles des entrepreneurs. L'aventure européenne devint mésaventure, et la ruée vers Troie une laborieuse Odyssee.

D'une part, il a fallu investir une énergie politique considérable et de gros efforts sociaux-fiscaux pour construire puis colmater ce projet d'usine à gaz monétaire, ce pont de la rivière Kwaï au service des banquiers centraux. **Cette énergie et cet argent n'auraient-ils pas été investis avec un meilleur rendement pour la collectivité si on avait choisis d'autres options, par exemple celle consistant à faire l'Europe de la défense avec les Anglais plutôt que l'Europe de la monnaie avec les Allemands ?** L'Histoire jugera, mais un Kosovar ou un Syrien aurait peut-être déjà sa petite idée sur la question.

Ensuite, lorsque le dispositif commença à souffrir face à son premier test grandeur nature, lorsque les défauts de ligne Maginot monétaire sont apparus au grand jour (rigidité de la camisole monétaire unique en cas de choc asymétrique, diffraction du blâme érigée en système à la BCE, domination des vues allemandes dans le processus de décision...), ce fut un sauve-qui-peut des Etats (divisés et pleutres) et de la Commission européenne (démonétisée par le ridicule de son enfant, le Pacte de stabilité, et incapable d'accoucher d'une seule idée forte au cours de toute la séquence de crise). La nature ayant horreur du vide, la BCE a pu encore s'étendre, multiplier les OPA institutionnelles, annexer la supervision des banques commerciales, intimider les Etats membres, faire et défaire les élections à la « périphérie » (ce dernier terme à lui seul en dit long, de même que la survivance de spreads de taux trois ans et demi après le « whatever it takes »).

Enfin, on se demande aujourd'hui si l'Union européenne et la zone euro ont encore une véritable utilité (je ne parle même plus de leur rentabilité) : quelle est la valeur ajoutée de cette Union quand on voit que des pays comme la Suisse savent en capter la plupart des bienfaits (le gros de l'Acte Unique, pour faire court) sans en subir les désagréments ? Comment se fait-il que les marchés s'en fassent si peu à propos d'un hypothétique Brexit ? Ne misent-ils pas si l'innocuité du processus ? La notion floue de « citoyenneté européenne » vaut-elle assez pour compenser un Pacte de stabilité idiot et mal fichu, une PAC en déliquescence, et diverses frustrations juridico-souverainistes ?

De même, l'euro est là paraît-il pour nous protéger contre l'inflation, mais dans un monde où l'inflation est morte, et où un banquier central âgé de 15 ans et alcoolique suffirait largement pour éviter une dérive inflationniste ; au passage, les pays européens hors zone euro (Suède, Danemark, Pologne, Suisse, Royaume-Uni, Norvège, Hongrie...) sont tous aussi peu inflationnistes, ils offrent presque tous les avantages de la monnaie unique sans en offrir les coûts et les servitudes.

Quant aux pays « du Sud », qui ont renoncé aux dévaluations en échange de taux allemands, ils sont présentés comme des voleurs ou des coupables, alors qu'ils sont certes coupables mais aussi et surtout trompés, spoliés. L'euro « contrat » n'a pas été respecté, c'est désormais un chiffon de papier inutile pour ces pays. Sur ce sujet comme sur d'autres, relire les argumentaires des thuriféraires de l'euro dans les années 90 est un plaisir de fin gourmet.

On dit que l'Europe est menacée d'éclatement, c'est donc faux : elle est menacée d'inutilité, d'effacement progressif, c'est même plus qu'une menace c'est déjà une réalité. La ligne Maginot n'a pas explosé ou implosé, elle a tenu bon, mais elle nous a divertis, est devenue inutile, fut contournée, et devint invisible.

Quelles ont été les causes de ces échecs ? Quelles parts de responsabilité attribuer à l'inadaptation des institutions et à la mauvaise volonté des différents gouvernements européens ?

Jean-Luc Sauron : Il est possible de pointer deux dysfonctionnements majeurs : premièrement, l'irresponsabilité politique des peuples européens; deuxièmement, l'obsolescence du système institutionnel.

L'Europe est-elle une question trop sérieuse pour être confiée aux peuples ? Cette affirmation peut paraître provocatrice. En réalité, elle correspond à la **nécessité d'éviter qu'à la moindre difficulté de politiques nationales, l'ensemble européen capote.** En effet, le Brexit est un référendum dont l'idée a été lancée en 2013 par David Cameron pour peser sur les élections législatives nationales et pour attirer la frange droite de son électorat. En 2016, tous les observateurs peuvent constater que le Brexit ne concerne pas que les Britanniques. Dans un contexte de crise renouvelée de l'euro, l'éventualité d'une sortie de la Grande Bretagne de l'union européenne ne pourrait-elle pas conduire beaucoup d'investisseurs internationaux à retirer leurs fonds de l'union européenne, d'un espace qui n'arrive pas à sa maturité politique ? De même, le référendum prévu en mars prochain, sur l'initiative d'un groupe politique

aux Pays Bas pour interroger les Néerlandais sur l'opportunité pour les Pays Bas de ratifier ou non les accords d'association UE Ukraine, ressort-il vraiment du seul intérêt de ce dernier Etat, ou ne risque-t-il pas de conduire en cas de réponse négative à considérablement affaiblir le rôle politique et diplomatique de l'UE sur le théâtre de l'Est européen ?

Comment Vladimir Poutine pourrait-il interpréter cette sorte de désengagement européen, ne risque-t-il pas de considérer qu'il a les mains libres sur ce théâtre d'opérations ? Plus tôt dans l'histoire européenne, le double résultat négatif des référenda français et néerlandais en mai et juin 2005 ne sont-ils pas le point de départ de l'affaiblissement du poids de la France en Europe (référendum français) ou la première manifestation de xénophobie (référendum néerlandais) ?

Il est bien évident qu'il ne s'agit pas d'interdire aux peuples de se prononcer sur leur destin. Mais ne conviendrait-il pas, enfin, pour les peuples européens de se penser à l'échelle du continent, et d'arrêter de considérer leurs intérêts purement nationaux comme devant passer avant l'intérêt du groupe européen ? Il semble manifeste que lorsque de telles questions se posent (questions interpellant les opinions publiques), il devrait y avoir un débat plus large que l'espace national pour vérifier si la thématique ne concerne qu'un Etat X. Par exemple, aujourd'hui imaginons un référendum sur la question de la déchéance de nationalité en France : cette thématique d'origine nationale mais avec des conséquences sur le groupe européen ne devrait-elle pas trouver sa solution au sein de l'enceinte politique européenne, voir être soumise par la voie du référendum de ce groupe, ensemble/collectivement ?

Les institutions européennes sont-elles obsolètes ? **Il faudra bien un jour s'interroger sans tabou sur la validité du système institutionnel européen qui, malgré tous les « bricolages » intervenus depuis 1958, a été pensé et conçu par des Européens formés avant la Grande Guerre,** et sortis bouleversés de la Seconde Guerre Mondiale. **Ce système institutionnel (Commission, Conseil et Parlement européen accessoire) a été imaginé dans un cadre géopolitique dont plus aucune des données n'est à ce jour valable.** Il a été principalement conçu comme une mécanique d'organisation d'un groupe d'Etats restreints (les 6 d'origine) pour s'occuper de compétences limitées et essentiellement économiques (CECA et marché commun) dans un contexte de Guerre froide sous parapluie américain et dans un espace économique mondiale de l'avant mondialisation où le commerce international et la division internationale du travail n'étaient que théoriques ou marginaux.

Ce système au départ n'avait pour objectif réel que faciliter les échanges économiques, tout ceci dans un cadre décisionnel où la Commission européenne avait un rôle comparable à celui du Commissariat général au plan en France, des Etats rassemblés dans un Conseil plus pour surveiller que décider, et un Parlement européen qui au départ n'avait qu'un rôle tribunitien, sans pouvoir.

Bien sûr, cet ensemble a beaucoup évolué : création du Conseil européen des chefs d'Etats et de gouvernements, pouvoirs accrus du Parlement européen et compétences quasi généralisées sur l'ensemble des matières liées au bon fonctionnement d'un grand marché. **Tout ce système, malgré la succession de rapports ou de conférences intergouvernementales, n'a pris en compte ni le bouleversement du contexte économique et géopolitique dans lequel l'Union européenne est amenée à se mouvoir, ni l'implication de plus en plus importante des opinions publiques dans des débats politiques européens à l'origine très technocratiques et au sein de cercles politiques très restreints.**

Ce système est au bord de la faillite et ne se survit que parce que son fonctionnement ne correspond plus aux textes qui l'instituent. En effet, et la Commission Juncker en est la « caricature ». **Le véritable pilote c'est le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement** qui a récupéré alors même que les Traités soulignent le contraire, une part non négligeable du pouvoir législatif européen. En dépossédant les deux autres acteurs de ce pouvoir, de leurs rôles, **la Commission n'initie plus les textes mais traduit les décisions du Conseil européen ou ce qu'elle pense être la volonté de ce dernier,** et en travaillant de telle manière (réduction drastique des saisines législatives), ce qui amène le Parlement européen à être gravement marginalisé et à ne plus assurer son rôle de contrôle démocratique de l'appareil politique européen. Il serait d'ailleurs intéressant de s'interroger sur la régression continue depuis la 1^{ère} élection du taux de participation aux élections au Parlement européen. Au-delà des explications ponctuelles voir nationales (absence de vision des difficultés européennes, envoi de candidats incompetents, ou usage psychothérapeutique du vote aux élections européennes comme l'atteste le % important de voix populistes qui se réveillent à chaque élection européenne), **personne ne s'est jamais interrogé sur le fait que le Parlement européen, en dehors de ses propres documents ou propre auto justification, n'ait jamais su s'implanter dans l'espace démocratique européen.**

Comment dès lors sortir de cette impasse ? Peut-être par un retour aux origines pour mieux se relancer, autrement dit, un retour vers le futur ?

Qu'a révélé la crise de 2007 de l'Union européenne ? Avec cette première crise, quelles sont les forces et faiblesses qui ont été mises en lumière ?

Mathieu Mucherie : Quelle crise de 2007 ? **Il y a une crise majeure en Europe continentale tous les ans depuis plus de 10 ans.** La non-réaction face à la crise (refus de tout *Quantitative Easing* (QE) pendant plus de 6 ans), le scandale du « corralito » en Grèce et à Chypre, la montée des taux de la BCE au printemps 2011, que choisir ? **Le summum du scandale est probablement le début de l'affaire de la Grèce, vers octobre 2009. Souvenons-nous.**

Le gouvernement reconnaît soudain un déficit plus élevé. Les marchés s'énervent, logiquement. La BCE ne fait rien, ce qui est moins logique. On laisse les anticipations autoréalisatrices des marchés s'emballer, du coup les taux passent de 4% à 10% puis à 30%. Et quand réagit-on un peu ? En mai 2010, c'est-à-dire sept mois plus tard, trop tard. Et que fait-on alors (en dehors des leçons de moraline en plein bain de sang) ? **On ne décide pas de traiter la dette hellène comme la dette d'une banque allemande ou**

italienne, en catimini, en structure ad hoc plus ou moins arrosée par la banque centrale nationale ou la BCE, non : on l'expose encore plus au grand jour, on applique une conditionnalité révolue depuis longtemps pour les républiques bananières car contre-productive, on convoque à ce titre le FMI (l'Amérique !) pour jouer au père fouettard, on prête à 4%/an à un pays où le PIB nominal baisse de 5% chaque année entre 2009 et 2012, on organise un coup d'Etat contre un projet de referendum, on engage une agences de comm' pour taper sur les popes et sur les armateurs et sur les militaires, on nie qu'il y a un problème de taux de changes (vis-à-vis des partenaires eurolandais, ou vis-à-vis de la Lire turque) tout en brocardant le manque de « compétitivité » du pays, puis devant l'échec total du dispositif on rançonne les assureurs européens par un « échange volontaire » sur la dette (attribué à Merkel et Sarkozy, mais après tout la BCE aurait pu faire quelque chose pour éviter le défaut), puis on continue pendant plusieurs années à imposer au pays un policy-mix insensé, puis on s'étonne de l'arrivée au pouvoir de Siriza, etc.

Les historiens du futur feront des gorges chaudes de toute cette séquence et bien sûr ils dénonceront à bon droit la démocratie socialiste/clientéliste/Kléptocratique de la Grèce, mais surtout s'ils ont un peu de bon sens **ils noteront qu'une position de prêteur en dernier ressort claire et nette de la part de la BCE en octobre 2009 aurait tué dans l'œuf toute l'affaire. Pour éviter un petit QE de 20 ou 40 milliards d'euros sur un pays, on a provoqué 4 années de crise macroéconomique sur tout un continent, et des secousses politiques qui ne sont pas finies.** Le risque d'aléa moral valait-il tant que cela ? Et on a eu le QE, à la fin,... mais pour tout le monde,... sauf pour la Grèce !

Au regard du bilan que vous dressez, quelles seraient les réformes et ajustements susceptibles de donner un nouveau souffle à la construction européenne ?

Hubert Védrine : Les "anti-européens" ne changeront pas d'avis. Il faut d'ailleurs oublier ce terme de "sceptique": c'est un amalgame qui confond tout. **Si on n'arrive pas à faire changer de position les euro-allergiques, très majoritaires, le projet est condamné.** Les appels périodiques à une relance audacieuse (sous la forme fédérale) dans des médias économiques ne font que creuser le fossé entre les élites et les populations. **De plus, il n'y a pas de chemin démocratique vers le fédéralisme.**

A l'inverse, **je propose plusieurs mesures qui permettront, non pas de donner "un nouveau souffle", mais tout simplement de sauver le projet.** La première chose à faire est de **proclamer une "pause" dans l'élargissement et l'intégration** Il faut par ailleurs que soit opéré un changement radical de ton, et une suspension temporaire de la formule : "Union sans cesse plus étroite". **Il ne peut non plus être question de mépris pour l'attachement normal à la souveraineté – résiduelle - et à l'identité.** Il faut également que la subsidiarité soit systématisée à la façon de Juncker et Zimmerman. Enfin, il est nécessaire que des avancées concrètes soient effectuées au nom de la nécessité, pas par idéologie. **Il faut par exemple refaire Schengen, avec un vrai contrôle des frontières extérieures** ; ou encore mettre en place une harmonisation fiscale de la zone euro, par un système de convergence sans transfert de souveraineté. Enfin, il faut soutenir l'innovation et l'écologisation, ainsi que l'interconnexion énergétique.

Jean-Luc Sauron : Comme je l'ai déjà avancé en 2011 dans « L'Europe est-elle toujours une bonne idée ? », **la solution viendra de la constitution rapide d'un véritable Etat fédéral, composé d'Etats homogènes économiquement, socialement et civilisationnellement,** Etat qui permettra de stabiliser l'ensemble européen en lui proposant un sens (une signification et une direction).

Ce processus est le seul à même de revenir sur les erreurs commises : un élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale trop rapide et insuffisamment pensé, une zone Euro uniquement monétaire sans réflexion sur son pilier politique enfin le maintien dans un espace collectif (l'UE) de logiques et de priorités nationales sans mécanisme politique d'arbitrage. Ainsi, même la politique commerciale commune, est en train d'échouer faute de direction unifiée. A quoi sert de se défendre contre les attaques commerciales de la Chine ou d'autres, s'il n'existe pas en Europe une direction politique unique pour prioriser les intérêts européens non pas en fonction du poids des Etats membres (Allemagne, France ou Slovaquie), mais de l'avenir industriel en Europe de tels ou tels secteurs industriels. La politique commerciale américaine est efficace, car le président Obama a mandat pour choisir quoi défendre et quoi sacrifier. Il est impossible d'en décider dans l'Union européenne à la majorité qualifiée ou à l'unanimité. Cet exemple pourrait se multiplier.

Le mécanisme proposé ici consiste à construire à 6 (Benelux, Allemagne, France, Italie) une véritable fédération englobant ces 6 Etats avec un gouvernement fédéral chargé des tâches fédérales habituelles (monnaie, défense, relations extérieures). Cet espace fédéral continuera à appartenir à l'Union européenne, mais sera représenté au sein de celle-ci par le gouvernement fédéral. Des mécanismes originaux (adoption dans chacun des 6 États de la même législation, en matière commerciale, fiscale, sociale) pourront permettre d'accélérer l'uniformisation des règles dans ce nouvel espace et d'en faire un moteur de croissance pour l'espace européen.

Chacun des 22 autres Etats membres de l'Union européenne pourra à son rythme, et en remplissant les critères de l'Etat fédéral, rejoindre la fédération première après un délai posé d'une dizaine d'années, délai permettant à l'Etat fédéral de trouver ses marques et de se consolider."

Mathieu Mucherie : Je vais vous donner une illustration frappante et récente. Il y a quelques jours, Janet Yellen devait répondre aux élus du Congrès. La chef de la FED, qui n'est pourtant pas une novice, n'en menait pas large. Mitraillée de questions incisives, mise sur le grill, elle était déjà symboliquement en dessous de ses auditeurs, sur un petit pupitre en face d'une arène surplombante. La tradition US du questionnement de l'autorité. Par contre, lundi dernier, Mario Draghi face au Parlement européen était le Professeur, qui donnait un cours à des petits élus anonymes situés en contrebas, et on voyait bien, rien qu'à la mise en scène, qui dominait qui. On se souvient de Jean-Claude Trichet insultant les élus et les menaçant de rétorsions, chose inimaginable en dehors de la zone euro. **Vous voulez un nouveau souffle pour l'Europe ? Il faut commencer par remettre de l'ordre.**

Quand les banquiers centraux français et allemands rédigent toute une tribune pour exhorter les Etats et les autres institutions à faire des efforts, alors qu'eux-mêmes violent leur mandat et leur cible d'inflation depuis des années, en toute impunité et en toute bonne

conscience (une cible par eux-mêmes définie !! à partir du principe bien documenté, et par eux-mêmes admis pour fonder leur pouvoir, selon lequel l'inflation est un phénomène monétaire, susceptible d'être ciblé par la banque centrale et par elle seule !!), on se dit qu'il y a vraiment un problème de gouvernance, pour dire les choses pudiquement. **Les Etats ne se considèrent plus comme les actionnaires des Banques centrales (alors qu'ils le sont), les Parlements ne contrôlent pas ce qui est le plus important mais des brouilles** (ils rédigent 100 pages sur le moindre rond-point, ils sont dans le noir complet s'agissant de la politique monétaire),... et devant ce chaos, cette vacance du contrôle, les souris dansent à Francfort. Avec un sans gêne incroyable, car si je rate mes objectifs annuels pour la 4^e année de suite je ne me précipite pas vers le bureau de mon patron pour lui présenter la longue liste des efforts qu'il devrait faire, en lui extorquant au passage une médaille du mérite, une promotion et autres avantages. **Encore une fois, avant de parler d'un nouveau souffle européen : de l'ordre, de l'ordre par pitié.**

Libéralisme + ordre = ordo libéralisme. Adenauer, Rueff, Eucken, et pas leurs pseudo disciples francfortois qui ne les ont manifestement pas lu. L'idée d'une interdépendance entre les institutions, l'idée qu'on ne peut pas confier des pouvoirs importants à un acteur indépendant, la méfiance vis-à-vis des régimes de changes bricolés. L'ordre monétaire juste, soutien du libre-échange et de l'Etat de droit, pour une société de concurrence où les « experts » restent à leur place et rendent des comptes, où les sanctions existent contre les resquilleurs, où on ne multiplie pas comme à loisir les conflits d'intérêt entre banques centrales et banques commerciales, et où aucun pays ne dispose d'un droit de veto spécifique, implicite mais implacable (à moins d'accorder ce droit à tous).

Enfin, puisque tous les acteurs au cours de cette crise européenne de près d'une décennie ont violé les Pactes, les Traités, les mandats, les cibles, les promesses, **pourquoi ne pas recommencer à zéro (ou presque) ?** Tout en respectant les principes chrétiens des pères fondateurs et des ordolibéraux, surtout dans une année de Jubilé ? **Autrement dit, pourquoi ne pas réfléchir en liquidant les vieilles rancoeurs, en annulant des dettes ?** Non pas par un grand feu de joie inflationniste, mais plutôt dans une démarche de don, de congélation-extinction à 0% par la banque centrale. La BCE le fait déjà un peu en plaçant des dettes publiques dans son bilan, mais ces dettes servent toujours un intérêt, si petit soit-il, cela ne lui coûte rien en fait, et cela ne se fait pas dans une démarche programmatique mais au fil de l'eau, sans trop de clarté ni de discussions. On peut faire mieux, plus, pour plus longtemps, et devant les peuples. Il y a les propositions de Gérard Thoris, copiées par Wyplosz et par d'autres. Il y a l'ancienne position des économistes de Chicago pour un financement monétaire. **Il y a surtout la notion de pardon, et la nécessité de se mettre tous autour d'une grande table pour définir de nouvelles règles en échange de cette remise des dettes du passé.** Les Allemands ont pu bénéficier d'une telle mansuétude à plusieurs reprises, par exemple en 1949, pourquoi pas d'autres ? Tenez, je suis même prêt à ne plus dire du mal de la BCE si elle s'engage un peu dans ce processus catholique de remise à plat des dettes. Ce sera dur, mais chacun doit faire des efforts !